

24 mars 1999 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les raisons de la décision d'une action militaire de l'OTAN en Serbie et au Kosovo, Berlin le 24 mars 1999.

Je souhaite expliquer aux Français pourquoi une action militaire va être conduite par l'OTAN contre les forces serbes du Président Milosevic.

Je souhaite leur expliquer pourquoi j'ai décidé, en plein accord avec le Gouvernement, que l'armée de l'air française participerait à cette action avec toute l'Alliance atlantique.

Depuis trop longtemps, les autorités serbes ont un comportement inacceptable à l'égard des Albanais du Kosovo qui représentent, je le rappelle, 90 % de la population de cette province. Les cohortes de réfugiés, la destruction des villages, les assassinats, les massacres, en portent témoignage. Et c'est intolérable.

Ce qui est en cause aujourd'hui, c'est la paix sur notre sol, la paix en Europe, et c'est aussi chez nous, les droits de l'homme.

L'Angleterre et la France, en accord avec leurs partenaires européens, américains et russes, ont pris l'initiative d'une conférence de la paix. Elle s'est tenue, vous le savez, à Rambouillet et des résultats tangibles ont été obtenus :

- Les Kosovars ont accepté une autonomie substantielle de leur province & ils ont également accepté que leurs forces armées rendent leurs armes.
- En revanche, les Serbes, qui dans un premier temps avaient donné le sentiment qu'ils acceptaient l'accord politique, l'ont rejeté sans raison, comme ils ont refusé la présence au Kosovo d'une force militaire chargée de s'assurer que les accords étaient bien respectés par les deux parties.

De plus, en violation des engagements qu'il avait souscrits, le Président serbe a massé 40 000 hommes et plus de 300 chars dans la province ou à ses frontières.

Tout a été fait pour faire prévaloir une solution de raison, une solution de paix. Une solution conforme aux droits de l'homme. Tout.

Devant l'obstination injustifiable et incompréhensible du Président Milosevic, les Alliés unanimes ont estimé qu'il n'y avait plus d'autres choix que d'intervenir militairement contre des objectifs serbes bien ciblés et ceci afin de contenir une tragédie qui, de proche en proche, menace la stabilité de tous les Balkans.

Le Président Milosevic, qui porte toute la responsabilité de cette situation, doit néanmoins savoir qu'il peut à tout moment revenir à la table de négociation pour signer l'accord de paix.

Parce qu'il s'agit de la paix sur notre continent, parce qu'il s'agit des droits de l'homme sur notre continent, je sais que les Françaises et les Français comprendront que nous devons agir.